Pierre Hébert

Professeur au département des lettres et communications de l'Université de Sherbrooke
et secrétaire de la Fédération québécoise des professeurs d'université ([FQPPU](#))

(2007)

*“Stratégie québécoise
de la recherche et de l'innovation.*

L'ère des "universités-réalité"”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Pierre Hébert

"Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation. L'ère des "universités-réalité". Un article publié dans le journal **Le Devoir**, Montréal, édition du jeudi, 8 février 2007, page A7- idées.

M Pierre Hébert, [Professeur au département des lettres et communications de l'Université de Sherbrooke et secrétaire de la Fédération québécoise des professeurs d'université], nous a accordé le 22 février 2007 son autorisation de diffuser électroniquement cet article.

Courriel : Pierre.Hebert@USherbrooke.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 22 février 2007 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Pierre Hébert

**"Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation.
L'ère des "universités-réalité".**

Un article publié dans le journal **Le Devoir**, Montréal, édition du jeudi, 8 février 2007, page A7- idées.

Professeur au département des lettres et communications de l'Université de Sherbrooke et secrétaire de la Fédération québécoise des professeurs d'université,

L'auteur signe ce texte au nom du comité exécutif de la [FQPPU](#)

En décembre dernier, le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE) rendait public le document Un Québec innovant et prospère - Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation.

bles
à
que

en

institutions publiques, entre autres les universités, crient famine.

Rares ont été les commentaires défavorables et la stratégie a été saluée à l'unisson par le milieu économique. Il faut dire que plusieurs centaines de millions de dollars sont engagés dans la recherche des temps où les

Recherche et économie forment désormais un couple indissociable.

Cependant, le changement de fond que cette politique entraîne sur la nature de l'université québécoise a été à toutes fins utiles occulté, et ce, même si le gouvernement québécois confine plus que jamais les universités dans un rôle qui contredit leur vocation sociale. En effet, cette politique réduit la recherche à sa contribution à l'économie et oblige les universités à participer à une logique de domination capitaliste.

Une mystification: la recherche au service de l'économie

Sans doute la plupart des Québécois croient-ils que la recherche universitaire relève du ministère de l'Éducation. Pourtant, tel n'est pas le cas: c'est en effet du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation que ressortissent la recherche et les organismes subventionnaires qui l'appuient. Cette incongruité a été maintes fois signalée, voire dénoncée, par divers intervenants du milieu de l'éducation.

Il convient également de savoir que cette politique sur la recherche et l'innovation se situe dans la filiation d'une stratégie que le premier ministre Jean Charest présente ainsi: «Dans L'Avantage québécois, notre stratégie de développement économique, nous avons affirmé le rôle essentiel de la recherche et de l'innovation. [...] Dans Un Québec innovant et prospère, nous indiquons maintenant par quels moyens nous allons contribuer à atteindre ces cibles.» (Un Québec innovant et prospère, page 5. Les références qui suivent sont tirées de ce document.) [...]

La mystification est réussie: recherche et économie forment désormais un couple indissociable.

En effet, la recherche s'insérant structurellement dans un ministère à vocation économique, il allait de soi que les ressources investies fussent désormais ciblées, «orientées en priorité vers les domaines qui revêtent un caractère stratégique pour le développement économique et les besoins de l'innovation» et «utilisées de manière à faire une place de choix à la valorisation et à la commercialisation des résultats de la recherche».

En conséquence, les sciences humaines et sociales, qui regroupent quelque 40 % des professeurs, se font accorder la portion congrue, tant dans le discours que dans l'appui pécuniaire: les organismes subventionnaires en nature et technologie (FQRNT) et en santé (FQRS) obtiennent une augmentation de 26 millions de dollars tandis que les sciences humaines et sociales (FQRSC) reçoivent sept millions.

Au coeur de cette politique se trouvent l'innovation et la valorisation. «L'innovation est la clé du développement économique et social des économies occidentales face aux économies émergentes», devenant ainsi «la locomotive du développement économique et social du Québec». Quant à la valorisation, c'est-à-dire la commercialisation de la recherche, elle vise «à accentuer les retombées sur l'économie et l'emploi».

Conséquences sur l'université québécoise

Depuis plusieurs années, la FQPPU s'inquiète des pressions faites sur les universités: prééminence de la recherche en groupe au détriment de la recherche individuelle, rapprochements risqués avec le secteur privé, valorisation accrue de la recherche qui entraîne des retombées économiques, etc. La présente stratégie québécoise sur la recherche cristallise toutes ces tendances, désormais reçues comme normales [...].

Il n'y a pas lieu de faire ici la critique de l'innovation; d'autres l'ont déjà bien étayée [...]. Notre inquiétude porte surtout, ici, sur le rôle attribué aux universités dans le cadre de cette politique structurante.

Lors d'un colloque organisé par la FQPPU sur la recherche et les partenariats, en 1998, Guy Rocher notait, dans son allocution d'ouverture: «J'ai dit plusieurs fois que, dans l'université catholique que j'ai connue au début de ma carrière de professeur, les interventions des autorités religieuses, réelles bien sûr, étaient cependant minimales et limitées en comparaison de ce que nous connaissons aujourd'hui de la part des organismes étatiques.» (Université, mai 1999.)

La pertinence d'une telle observation est encore plus grande huit ans plus tard. Le gouvernement du Québec, par cette politique du MDEIE, s'arroge la définition de l'identité de l'université québécoise, qui n'est pas celle à laquelle nous croyons et que nous défendons comme fédération et comme universitaires. En effet, en définitive, par-delà les concepts dogmatiques utilisés, c'est bien de cela qu'il s'agit: la maîtrise du pouvoir de définition.

Dans cette politique, le gouvernement québécois ébranle doublement l'autonomie de l'université. D'une part, il réduit la recherche en lui assignant pour principal objectif de «prosperer dans la nouvelle économie mondiale» en favorisant «la recherche orientée, qui présente un fort potentiel sur le plan des retombées», dans les «domaines jugés prioritaires pour le Québec». D'autre part, il lie résolument l'université à l'entreprise privée dans cette quête commune: «[...] il faut mainte-

nant mettre davantage à contribution l'ensemble des partenaires des milieux de la recherche universitaire, de l'industrie et de l'État, pour accélérer le développement d'une économie déjà fondée sur le savoir.»

Mais l'atteinte est plus grave encore. Par cette politique, l'université devient l'instrument de la volonté de puissance du gouvernement qui, pour sa part, défroque de sa fonction d'arbitre, de «modérateur», et agit plutôt à titre de porte-voix du monde économique. Cette instrumentalisation mérite qu'on s'y arrête plus longuement, car elle s'infiltré au coeur même du rôle de l'université dans notre société et convertit le savoir en outil de pouvoir.

Toujours plus

Nous sommes en effet, répète-t-on à l'envi dans cette politique, dans l'ère de l'économie du savoir. Le ministre Raymond Bachand pose d'entrée de jeu le moteur de ce système: «La compétitivité de l'économie passe par la recherche et l'innovation. Le fait est maintenant reconnu.» La compétitivité anime concrètement la volonté de puissance au coeur de cette économie: il faut sans cesse être plus innovant, plus performant que les concurrents.

Autrement dit, la prémisse de cette politique est que nous serions les acteurs d'une guerre intellectuelle dont la finalité est de faire partie des «petits pays gagnants dans l'économie du savoir [...]». Cette téléologie qui vise une victoire par le savoir est en principe sans fin puisque le concurrent vise aussi à acquérir plus de puissance; mais elle est aussi destructrice, car elle entraîne une surproduction et une surconsommation de biens et de services. La face cachée de ce que cette politique appelle «prospérité» est une utilisation des citoyens et de leurs institutions pour des fins de positionnement avantageux dans l'économie mondialisée.

La compétitivité est au coeur du capitalisme mondialisé. Nous constatons cette réalité et nous devinons aisément que, en sous-texte dans cette politique du MDEIE, la nécessité de rivaliser avec d'autres pays dont l'économie connaît une croissante fulgurante impose des

solutions efficaces; par contre, nous refusons le détournement de l'université en vertu des seules exigences de l'économie. [...]

La politique du MDEIE vise à instaurer des universités principalement adaptées aux besoins économiques actuels, des «universités-réalité», en quelque sorte. En effet, on promeut désormais des universités loin de leur (prétendue) tour d'ivoire et qui participent entièrement à la logique du monde empirique. Ces universités-réalité seraient ainsi entièrement soumises à la logique immanente du «progrès» économique. Autrement dit, comme l'écrit Luc Ferry: «Il faut que le projet des Lumières soit intégré dans le monde de la compétition, pour ainsi dire "enchâssé" en lui, de sorte que le moteur de l'histoire, le principe de l'évolution de la société [...], cesse d'être lié à la représentation d'un projet, d'un idéal, pour devenir le seul et unique résultat de la compétition pour elle-même.»

Voilà où nous en sommes désormais, et voilà ce que cette politique assigne comme rôle à l'université québécoise. [...] L'université comme «intellectuel collectif», selon l'heureuse expression de Jacques Pellerin, n'a presque plus aucun rôle à jouer dans cette politique du MDEIE.

C'est bien d'une mystification qu'il s'agit ici, car sous les applaudissements nourris des acteurs économiques, l'université subit actuellement un des remaniements structurels les plus forts des dernières années. Sa fonction et son identité même sont en jeu.

La FQPPU s'inquiète, plus sérieusement que jamais, du sort qui attend cette institution essentielle au développement intégral de notre société, développement qui doit prendre en compte non seulement l'économie mais aussi et surtout l'établissement de la justice, la protection de l'environnement, la connaissance des cultures et, pourquoi pas, la recherche de la paix mondiale. Ce n'est pas le chemin proposé dans cette politique qui nous y mènera.

En 1997, dans son document intitulé *L'université comme service public*, la FQPPU voyait l'urgence d'une définition de l'institution universitaire: «Le point d'ancrage et le socle de cette définition, c'est l'université au service de toutes et de tous, l'université du bien com-

mun et du patrimoine collectif, l'université de la réussite et de la qualification, ce n'est pas l'université-client, c'est l'université-citoyen. Cette définition qu'il faut élaborer et proposer, c'est l'université comme service public.»

Aujourd'hui, cette définition est plus que jamais à protéger.

Fin du texte